



RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Le Président

Président délégué de Régions de France

Monsieur MOHAMED KESRAOUI
71 rue du berceau
13005 MARSEILLE

RM/ Dossier PSF20231564KM

Marseille, le 12 octobre 2023

Monsieur,

Vous avez sollicité l'aide de la Région Provence- Alpes- Côte d'Azur dans le cadre de l'aide à la formation professionnelle continue « Pass Sud Formation ». Chaque année, la Région s'engage pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi et investit plus de cent millions d'euros, au titre de la formation professionnelle, en faveur de plus de sept mille personnes.

A ce titre, vous allez suivre la formation dispensée par « LA CAPSULE » d'un montant de 6 500 € au titre de l'année 2023.

Dès lors, sachez que le coût de la formation d'un montant de 6 500 € sera pris en charge et versé à l'organisme de formation. De plus, dans le cadre des formations suivies en présentiel, une aide complémentaire au projet de formation vous sera directement versée en fonction de votre quotient familial et de votre situation financière.

Cette aide financière a pour objectif de vous permettre de poursuivre votre démarche de qualification dans les meilleures dispositions et préparer une insertion professionnelle réussie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Renaud MUSELIER

Hôtel de Région
27, place Jules Guesde – 13481 Marseille cedex 20
téléphone 04 91 57 50 57

Mentions légales :

Cette aide vous est attribuée conformément au cadre d'intervention approuvé par délibérations n°22- 0938 de la Commission permanente du Conseil régional du 16 décembre 2022. Vous pouvez contester cette décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification en formant un recours gracieux auprès du Président du Conseil régional ou un recours contentieux pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois suivant le rejet de votre recours gracieux. Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatisé destiné à la gestion des aides individuelles. Conformément à la loi «Informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectifications des informations qui vous concernent.